

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES AVOCATS D'ALGER

La course pour la succession de Sellini est lancée

L'assemblée générale des avocats d'Alger qui s'est tenue hier a été houleuse, notamment lors de la présentation par le bâtonnier sortant du bilan moral et financier. La tension a atteint son paroxysme, lorsqu'un des concurrents de M^e Sellini, M^e Chaoui Abderrezak, est intervenu en lançant de vives critiques à son adresse.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ce dernier a notamment reproché au bâtonnier Sellini sa mauvaise gestion. Ainsi, les participants à cette assemblée générale poursuivaient hier les débats et la proposition au vote des rapports présentés par M^e Sellini.

Selon des sources proches de l'assemblée générale, il n'est pas exclu que les rapports présentés par le bureau sortant soient validés à la majorité écrasante des participants malgré les critiques de l'opposition. C'est dans un climat tendu que s'est tenue cette assemblée générale. Elle dénote de l'enjeu qui caractérise les prochaines élections portant renouvellement du Conseil de l'Ordre des avocats d'Alger. Ces interventions fort virulentes lèvent le voile sur le malaise dans lequel se débat cette corporation. Pendant plus d'une heure, le bâtonnier M^e Abdelmadjid Sellini énumérait les différentes actions réalisées, ou plutôt sur le point d'être réalisées, durant son mandat. Pour ce qui est

du rapport financier, le bâtonnier s'est lancé dans la lecture de nombreux chiffres et sommes impos-

sibles à comprendre. Avant de donner la parole à une salle visiblement en ébullition, il fera remarquer qu'il était prêt à entendre «toutes les critiques aussi sévères soient-elles, d'autant que l'assemblée générale intervient à la veille des élections (...), mais je n'accepte les extrémistes d'aucun bord

que ce soit». Il est à noter que les élections portant renouvellement des treize barreaux d'Algérie se tiendront à la même date. Une fois cette échéance fixée, les futurs élus éliront à leur tour le président du barreau national, dont la présidence est assurée actuellement par M^e Menad du barreau de Blida.

La date des prochaines élections sera fixée dans les prochains jours et d'ores et déjà, la bataille pour la succession du bâtonnier sortant fait rage. Dans les coulisses, on parle des avocats Chaoui, Benisaâd, Chaïb et autre Sellini Abdelmadjid.

A. B.

JUSTICE

Sortie de la première promotion des assistants principaux des huissiers

La sortie de la première promotion des assistants principaux assermentés des huissiers de justice a eu lieu hier à Alger. Elle comptait 21 membres dont 4 femmes.

Organisée par la Chambre régionale des huissiers de justice du Centre, cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de formation de la corporation.

Une formation assurée par des huissiers de justice ayant une grande expérience dans la profession et abordant plusieurs volets, notamment la déontologie et la fonction d'assistant principal assermenté.

«Notre but est de former davantage les assistants princi-

paux assermentés des huissiers de justice afin de leur éviter d'éventuelles erreurs au cours de l'exercice de leur fonction. Nous aspirons aussi à une formation bien structurée qui finira par deve-

nir obligatoire», a expliqué M^e Mohamed Bousmaha, membre de la Chambre régionale des huissiers de justice du Centre.

«Nous visons également à rendre l'accès à la profession d'huissier de justice plus facile aux assistants principaux assermentés.

D'ailleurs, nous travaillons en collaboration avec les pouvoirs publics pour faire de cette formation une exception qui permettra aux concernés d'accéder à cette profession, au lieu de se référer uniquement au concours national», a-t-il encore précisé.

Rym Nasri

MÉTIERS DES ARTS DU SPECTACLE ET DE L'AUDIOVISUEL

Diplômés cherchent reconnaissance

Plusieurs étudiants de l'Institut des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas) de Bordj-El-Kiffan, à Alger, ont improvisé hier un sit-in à la maison de la presse Tahar-Djaout, place du 1^{er}-Mai, pour protester contre la non-reconnaissance de leur formation universitaire.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Nous voulons attirer l'attention des autorités. Nous sommes en grève depuis le 20 janvier et nos tutelles n'ont pas réagi», affirment les étudiants qui ont été empêchés de se regrouper par les quelques agents de sécurité postés à l'entrée de la Maison de la presse. C'est l'unique moyen de se faire entendre car, disent-ils, cette situation ne peut plus durer.

Le diplôme de l'Ismas n'est pas reconnu par les institutions nationales, explique-t-on. Les étudiants suivent un cursus universitaire de trois ans sans aucune perspective d'évolution dans la formation. Ils ne peuvent postuler aux différents concours nationaux et internatio-

naux pour poursuivre leur formation supérieure.

«35 diplômés sont sortis l'année dernière et sont au chômage ! Avec notre DEUA, l'on ne peut pas accéder au concours de conseiller culturel ! Dans le domaine culturel, nous sommes devancés par les universités», confie un jeune étudiant. «Nous sommes bacheliers ! Nous avons obtenu notre baccalauréat !» lâche un autre.

«Etudier l'art et s'améliorer ne se fait pas seulement en trois ans sans possibilité de continuer. Notre diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA) n'est pas reconnu par les universités algériennes et étrangères pour l'inscription en post-graduation (doctorat), car ces dernières sont pour la plupart régies par le système LMD», notent les étudiants dans un communiqué transmis à notre rédaction.

Les protestataires soulèvent quatre revendications essentielles : «Mettre fin au bricolage et à la mauvaise gestion des infrastructures de l'Ismas, une formation et un diplôme qui assurent la conti-

nuité pédagogique de l'institut, à savoir l'instauration du système LMD pour les promotions à venir, garantir une équivalence pour le DEUA permettant l'accès à la post-graduation. Revaloriser le statut des étudiants et créer une académie des arts en Algérie qui regrouperait tous les instituts et écoles de formation artistiques.»

L'Institut des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ex-Institut national d'art dramatique et de la chorégraphie INADC) dépend du ministère de la Culture et de celui de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Une commission déléguée par le département de Khalida Toumi s'est réunie deux fois avec les étudiants sans pouvoir aboutir à une solution. «Le ministère de l'Enseignement supérieur estime que ce n'est pas de son ressort ! L'on ne sait plus où donner de la tête», indiquent les étudiants. Une situation qui semble s'éterniser. Entre 2003 et 2004, les étudiants dudit institut ont dénoncé la même situation.

I. B.

CORPS COMMUNS DE L'ÉDUCATION

Sit-in national le 6 février

La Coordination nationale des corps communs, affiliée au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), a décidé d'organiser, le 6 février prochain, un sit-in de protestation devant le ministère de l'Education nationale, à El-Mouradia, Alger.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – La protestation a gagné le secteur de l'éducation. Les travailleurs des corps communs ont décidé de reprendre le chemin de la contestation et de faire pression sur leur tutelle pour satisfaire leurs doléances. C'est le moment ou jamais de remettre à jour leur plate-forme de revendications, affirme-t-on. La raison ? Selon leurs propos, il faut profiter de la conjoncture actuelle du pays. Laquelle, souligne-t-on, est propice pour faire aboutir leurs revendications. «Actuellement, le gouvernement prône l'apaisement et tente par tous les moyens de ne

pas provoquer la colère du peuple», a indiqué Aït-Hamouda, secrétaire général de la Coordination nationale des corps communs, section Alger-Centre. Ces travailleurs ont donc décidé, hier, lors d'une rencontre avec les représentants des wilayas, d'organiser, le 6 février prochain, un sit-in de protestation devant le siège du ministère de l'Education nationale. Même si, souligne-t-on, «il n'est pas sûr que Benbouzid occupe toujours son poste de ministre d'ici cette date», les membres du syndicat étant presque convaincus qu'un remaniement ministériel aura lieu ces jours-ci. La plate-

forme de revendications de cette corporation qui compte près de 516 341 fonctionnaires tourne principalement autour de la revalorisation salariale, la généralisation des primes et des indemnités à toutes les catégories des corps communs, l'augmentation de la prime de rendement à 40% avec effet rétroactif à partir de janvier 2008, ainsi que le droit à la formation.

Ils exigent également la révision des horaires qui dépassent parfois les normes, ainsi que le droit à la retraite après 25 ans de service. Soulignons que les corps communs regroupent les concierges, les agents d'administration, les ANS (agents non-spécialisés responsables du nettoyage et de la sécurité), les factotums (agents d'administration, secrétaires...), ainsi que les ATL (agents

techniciens de laboratoire). Par ailleurs, les adjoints de l'éducation ont également décidé d'organiser, le 14 février prochain, un sit-in devant le même ministère. Les

deux organisations exigent un engagements écrit de la part de la tutelle. Autrement, elles durciront leurs actions.

S. A.

TIZI-OUZOU

Des gardes communaux d'Assi-Youssef attaqués au heb-heb

Selon diverses sources, vendredi vers minuit, un groupe terroriste, dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude, a pris pour cible un cantonnement de la garde communale d'Assi-Youssef, relevant de la daïra de Boghni, à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou. L'attaque particulièrement violente, perpétrée à l'aide de lance-roquettes artisanaux, a causé la mort d'un garde communal, alors que trois autres ont été blessés, selon les mêmes sources.

A. M.